



Rapport annuel
2014 | 2015

icea

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2017
Bibliothèque et Archives Canada, 2017

ISBN: 978-2-89108-056-9 (version imprimée)
978-2-89108-057-6 (version numérique)



La mission

L'[Institut de coopération pour l'éducation des adultes](#) (ICÉA) est un organisme carrefour de la société civile qui rassemble les réseaux de l'éducation et de la formation des adultes au Québec depuis 69 ans.

Sa mission consiste à valoriser, promouvoir et veiller à la mise en place des conditions essentielles à l'exercice du droit des adultes à l'éducation tout au long de la vie. Cette mission se déploie en quatre sphères d'activités :

- la recherche, la veille et l'analyse stratégique qui permettent de documenter l'évolution des phénomènes sociaux, d'alimenter la réflexion au sein de la société civile et de soutenir l'action des membres et des partenaires;
- l'intervention dans le domaine public afin de sensibiliser les acteurs de la société civile, d'influencer les politiques publiques et de contribuer à la prise de décision gouvernementale;
- la concertation des partenaires pour développer et renforcer des alliances stratégiques avec tous les acteurs de la société civile;
- l'expérimentation et l'innovation qui permettent de produire des outils, des projets et des campagnes propres à soutenir l'action en éducation, à favoriser l'accessibilité et la participation des adultes à des activités de formation.

Comprendre, influencer, agir! Voilà ce qui résume bien la mission de l'ICÉA et sa philosophie d'intervention.

Table des matières

La mission.....	3
Le mot du président	4
Le mot du directeur général	5
Introduction	6
Partie 1 - Bref bilan de l'Assemblée mondiale	7
Partie 2 - Rapport d'activités caractéristiques ..	12
Partie 3 – Transition organisationnelle	23
Partie 4 - L'organisation.....	25
Partie 5 - Le rapport des vérificateurs	32
L'ICÉA remercie ses partenaires financiers	36

Le mot du président

De grands défis relevés

Le travail accompli cette année a été formidable. En toute honnêteté, les écueils auraient pu être nombreux, mais l'équipe, sous la direction de Ronald, a su relever tous les défis. Déjà, en soi, l'organisation de l'Assemblée mondiale d'éducation des adultes était une tâche majeure. L'ICÉA peut être fier du grand succès de l'événement. Or, en plus de l'Assemblée mondiale, l'équipe de l'Institut a réalisé un programme de travail fort chargé. Parmi ces réalisations, mentionnons une nouvelle publication en éducation des adultes (revue *Apprendre + Agir*), un site Web dédié aux indicateurs en éducation des adultes, un événement réunissant plus de 80 acteurs de la formation générale des adultes, des émissions à CIBL et la remise des prix Bernard-Normand dans toutes les régions du Québec.

Ce travail a été accompli dans un contexte difficile au plan financier. L'abolition de la Semaine québécoise des adultes en formation a entraîné une forte réduction des revenus de l'ICÉA. Cette situation financière a forcé l'Institut à prendre des décisions difficiles telles que des fermetures de poste et une relocalisation. À travers ces bouleversements, l'équipe réduite de l'ICÉA a gardé le cap et elle s'est assurée que l'organisme reste à l'avant-scène des débats et de la réflexion en éducation des adultes. Cela est particulièrement important dans le contexte actuel de transition incertaine des politiques en éducation des adultes.

Sans aucun doute, l'année 2014-2015 sera un moment charnière dans cette longue histoire de l'ICÉA. Les succès de l'année fournissent un contexte positif pour amorcer la réflexion sur les années à venir à l'ICÉA.

Pierre Doray

Le mot du directeur général

Le sentiment du devoir accompli

Comme plusieurs le savent déjà, je quitte mes fonctions de directeur général à l'automne 2015 après quatre années particulièrement importantes pour l'avenir de l'ICÉA. Celle que nous venons de terminer fut probablement la plus exigeante. Toutefois, elle fut aussi très importante pour l'avenir.

L'ICÉA a fait la démonstration de sa capacité d'organisation et surtout de mobilisation dans une conjoncture précaire concernant son financement public. L'Assemblée mondiale a permis à l'ICÉA de faire le plein des appuis historiques avec les mouvements sociaux au Québec et de confirmer, auprès d'eux, son statut de carrefour, engagé dans le développement et l'exercice du droit à l'éducation depuis des années.

Par ailleurs, les quatre années précédentes ont comporté leur lot d'exigences et de défis pour les personnes qui y furent impliquées. Je veux profiter de la présente tribune pour remercier l'équipe de travail, la direction politique ainsi que les membres et partenaires de l'Institut qui ont soutenu, durant ces quatre années, les orientations et les propositions que nous avons mises de l'avant comme organisation.

Le droit des adultes à l'éducation est un facteur crucial de développement des communautés et un défi sans cesse renouvelé. Lorsqu'on laisse aller l'exercice de ce droit, il conduit invariablement à une réduction des capacités des populations et à un déficit démocratique. Il en est de même pour la fonction de plaidoyer qui fait partie de la mission de l'Institut. Pour asseoir sa position comme carrefour d'actions et de mobilisation de la société civile, cette mission doit être continuellement réactualisée afin de conserver toute sa pertinence et son impact.

Maintenant, avec la nouvelle conjoncture politique et sociale, l'heure est venue pour l'Institut de se pencher sur son orientation stratégique. La discussion doit permettre d'examiner toutes les possibilités et toutes les avenues dans la définition de la place qu'il entend prendre dans l'avenir. Si j'ai le sentiment du devoir accompli, je veux confirmer que je ne tourne pas le dos à l'Institut et que je m'engage à demeurer un partisan indéfectible.

Ronald Cameron,
Directeur général 2011-2015

Introduction

L'année 2014-2015 présentait un énorme défi que l'ICÉA a su relever de façon magistrale. Non seulement nous avons réussi à organiser l'Assemblée mondiale du mouvement international pour l'éducation des adultes, mais nous nous sommes également impliqués dans la résistance collective aux politiques d'austérité tout en nous acquittant de l'ensemble des tâches inhérentes à notre mission, et ce, dans un contexte de réduction importante de notre financement!

Ainsi nous avons mené des activités de mobilisation, de communication et de réseautage caractéristiques à notre mission, tout en entreprenant un processus de transition pour stabiliser le fonctionnement de l'Institut. Confronté à une importante réduction du personnel permanent, nous avons réussi le tour de force de déménager nos bureaux en plein préparatifs de l'Assemblée mondiale du Conseil international pour l'éducation des adultes qui s'est tenu au début du mois de juin.

Le présent document présente l'ensemble des activités réalisées par l'Institut, celles concernant les quatre activités caractéristiques de l'ICÉA, ainsi que celles qui ont trait à l'organisation de l'Assemblée mondiale. Étant donné les limites du présent rapport, la présentation de l'Assemblée mondiale, qui fait l'objet d'un bilan plus exhaustif, sera succincte.

La conclusion portera sur la transition opérée à ce jour en regard des obligations contractuelles. Les efforts déployés pour résorber la fin du financement de la Semaine québécoise des adultes en formation (SQAF) et pour accroître les revenus autonomes y seront également présentés.

Partie 1 : Bref bilan de l'Assemblée mondiale

Près de 600 personnes se sont inscrites à l'Assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes (CIÉA) qui s'est déroulée du 11 au 14 juin. Parmi les résultats remarquables, notons l'élection d'une nouvelle équipe de direction plus jeune, aux deux tiers composée de femmes et de ressortissants provenant des pays du Sud. L'adoption de la déclaration finale, qui reprend les objectifs définis par le Forum mondial sur éducation d'Incheon en République de Corée de mai dernier, fait également partie des résultats.

En tant que carrefour des réseaux en éducation des adultes au Québec et organisation hôte de l'événement, l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) est fier d'avoir réussi à organiser cet événement d'envergure internationale. Nous avons la conviction d'avoir contribué à renforcer le réseautage international des organisations de la société civile qui œuvrent partout dans le monde au développement et à l'exercice du droit à l'éducation.

1. Objectifs et buts de l'événement

L'Assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes est le principal événement de la société civile en éducation et formation des adultes. Le premier objectif de cette rencontre internationale est de réunir des éducatrices et éducateurs de jeunes et d'adultes ainsi que des apprenantes et des apprenants d'ici et de partout dans le monde. Les buts de l'Assemblée mondiale 2015 étaient :

- fournir un espace collectif pour affirmer fermement le droit à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie, pour toutes et tous, et son rôle clé pour renforcer les capacités des citoyennes et des citoyens à créer ce monde que nous voulons, plus démocratique, inclusif, juste et respectueux du développement durable;
- examiner des priorités pour l'apprentissage et l'éducation tout au long de la vie et élaborer des stratégies d'action sur les plans global, régional et local.

L'Assemblée mondiale 2015 du Conseil international d'éducation des adultes fut sans conteste un énorme succès. Les objectifs poursuivis par l'événement ont été amplement atteints! Les résultats en ce qui a trait à la participation et aux activités en témoignent. Par ailleurs, l'adoption de la déclaration et la composition du nouvel exécutif témoignent du renforcement de la perspective citoyenne et de la mise en place de conditions pour une action plus déterminée en faveur du droit d'apprendre.



2. Faits saillants

Malgré l'étendue des territoires québécois et canadien, nous avons réussi à réunir autant de personnes que lors de la dernière assemblée mondiale qui a eu lieu à Malmö, en Suède, en 2011, alors que la mobilisation des pays scandinaves avait été importante. Si la présence québécoise était majeure, on dénombre une participation canadienne de près d'une centaine de personnes, provenant de toutes les régions du Canada, de la Nouvelle-Écosse au Yukon.

Sur la participation

Les résultats de la participation démontrent la diversité des réseaux et des milieux d'éducation des adultes qui étaient présents, le grand nombre de pays représentés et la capacité de l'ICÉA à mobiliser l'ensemble de ces réseaux au Québec et au Canada.

- 566 personnes en provenance de 64 pays se sont inscrites;
- 30 %, soit 180 personnes inscrites, provenaient de pays autres que le Canada et les États-Unis;
- alors qu'une quinzaine de personnes provenaient des États-Unis, plus de 300 provenaient du Québec, 31 de l'Ontario, 15 de la Colombie-Britannique et une vingtaine des autres provinces canadiennes;
- la moitié des personnes participantes était âgée de plus de 50 ans;
- près des deux tiers étaient des femmes.

Sur les activités

Les résultats au niveau des activités témoignent aussi de la grande diversité des préoccupations des acteurs en éducation des adultes, ainsi que du haut niveau d'expertise de ceux-ci. L'importante présence québécoise témoigne, quant à elle, des capacités et de la vitalité des réseaux d'ici.

- Quatre plénières, une activité synthèse débouchant sur une déclaration finale et 65 ateliers se sont tenus durant l'Assemblée mondiale;
- les ateliers d'une durée de 90 minutes ont été proposés par les personnes participantes ou ont été initiés par le Conseil international à partir de cinq grands thèmes liés à l'éducation tout au long de la vie;
- les 11 ateliers du Conseil international ont donné lieu à 51 interventions réalisées par 49 personnes provenant de 23 pays;
- les organisations du Canada et du Québec ont participé à plus de 60 % des ateliers tenus par le Conseil international;

- au total, l'ensemble des ateliers a généré 166 interventions différentes, effectuées par 177 personnes participantes provenant de 40 pays;
- les organisations canadiennes et québécoises ont été à l'origine de 40 % des ateliers auto-organisés.

Sur les résultats et les impacts

L'ICÉA a démontré sa capacité d'agir comme organisme rassembleur et carrefour des réseaux en éducation et formation des adultes ainsi que comme levier de mobilisation au niveau local, national et international.

- Une déclaration finale a été adoptée, ce qui contribue au renforcement et à la cohésion de l'action du mouvement pour le droit d'apprendre dans toutes les régions du monde;
- l'adoption de la déclaration a fait l'objet d'un exercice démocratique rassembleur;
- l'événement a permis l'élection d'une nouvelle direction internationale qui fait plus de place aux jeunes, aux femmes et à des ressortissants de pays du Sud;
- la position du partenaire local, l'ICÉA, a été renforcée au Québec ;
- les alliances stratégiques et les partenariats ont été renforcées et identifiées comme un levier majeur du plan d'action post-2015;
- l'ICÉA a obtenu la collaboration et le soutien de nombreux partenaires.

3. Alliances stratégiques et partenariats

Un tel événement ne peut avoir lieu sans la participation et l'appui de nombreux partenaires. En effet, c'est en grande partie grâce à l'aide financière et technique de nos partenaires que cet événement a pu être réalisé. Cette exigence pour la réussite de l'événement a été identifiée dès le départ par l'ICÉA et le Conseil international.

L'ICÉA est également heureux d'avoir réalisé un événement écoresponsable. Ce résultat fut possible grâce à la collaboration avec l'Université de Montréal, en réduisant au maximum l'empreinte écologique de l'événement et ce, en lien avec les objectifs de l'Assemblée mondiale.

Au niveau international, la collaboration politique la plus importante fut sans conteste celle qui a été engagée avec l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie. Plusieurs personnes représentantes de l'Institut, y compris son directeur général, Arne Carlsen, étaient présentes lors de l'événement.

Parmi les soutiens financiers stratégiques du Conseil international pour la réalisation de l'Assemblée mondiale, outre ses membres britanniques et allemands, on retrouve le

Ministère des Affaires extérieures de la Finlande ainsi que la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse. L'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie a été rendu possible grâce au travail et aux démarches entrepris par l'ICÉA.

L'Institut a aussi déployé un énorme travail de liaison avec ses membres et partenaires. Si le MEESR du Québec a soutenu de manière significative l'événement, la majorité du financement provenait de contributions spéciales de partenaires, de commanditaires ainsi que des inscriptions. L'ICÉA tient à remercier les organisations et les personnes pour leur appui à la réussite de cet événement.

Cet exercice a également été l'occasion de mesurer l'importance et la nécessité des alliances stratégiques en tant que leviers majeurs pour des perspectives d'actions dans la prochaine période. Cette préoccupation à créer des alliances a été explicitement identifiée dans la déclaration finale, alors que le Conseil a adopté le projet de travailler «stratégiquement en collaboration avec les autres mouvements sociaux dont le but est de faire en sorte que soient réalisés tous les droits humains». Il s'agit là d'un élément important d'orientation stratégique qui est appelé à se développer dans le futur.

4. Avenir des réseaux et enjeux du financement de l'éducation des adultes

Le contexte international de l'Assemblée mondiale est marqué par de nombreux événements et activités entourant la définition des objectifs de développement durable (ODD) 2015-2030 qui seront adoptés à l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre prochain. Le Forum mondial sur l'éducation (FME), qui a eu lieu en mai dernier à Incheon, en Corée, et qui constitue la dernière conférence internationale des membres de l'UNESCO, a produit des résultats qui restent à concrétiser. Or, la déclaration finale de l'Assemblée mondiale du Conseil international fait sienne celle du FME. Le Conseil international s'engage ainsi à mobiliser largement pour atteindre les objectifs post-2015.

Or, la rencontre internationale qui a eu lieu à Adis Abeba, du 13 au 19 juillet, concernant le financement du développement, laisse voir des résultats concernant l'éducation des adultes qui sont plutôt inquiétants : le projet de déclaration finale de cette conférence ne comprend aucune mention de l'éducation des adultes, ce qui suscite de grandes inquiétudes au Conseil international. Dans un communiqué publié le 7 juillet dernier par le Conseil international, on peut y lire :

L'ICAE voudrait exprimer la préoccupation de plus de cent organisations membres et partenaires sur le fait que l'éducation des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie sont absents du texte du projet de document final. Nous considérons qu'il s'agit d'un pas en arrière par rapport aux efforts et aux résultats de Muscat, Monterrey et Incheon.

Les défis auxquels doit faire face le mouvement international pour le droit à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie sont importants. Ils concernent la place qu'occupe cette dimension des droits humains et sociaux auprès des pouvoirs publics. À l'instar du Conseil international, l'ICÉA s'inscrit dans la perspective retenue par l'Assemblée mondiale et s'engage à encourager et à promouvoir la valorisation du droit à l'éducation.

Partie 2 : Rapport d'activités caractéristiques

La présente partie du rapport annuel se concentre sur les activités caractéristiques de l'ICÉA, soit :

- la recherche et l'analyse stratégique pour soutenir la réflexion et l'action;
- la représentation et l'intervention publique;
- la mobilisation et la concertation des acteurs;
- le développement de projets novateurs et l'expérimentation par la production et la diffusion d'outils.

Faits saillants

- Suivi et veille des grands enjeux en éducation des adultes;
- production d'une publication [Apprendre+Agir](#), basée sur la mise en ligne d'indicateurs en éducation des adultes et abordant la question du débat international sur le droit à l'éducation ainsi que la notion de niveau de littératie dans les enquêtes internationales;
- production d'une centaine d'articles sur les grands enjeux en éducation des adultes et constitution de dossiers en ligne;
- production de huit émissions sur l'éducation des adultes à la radio communautaire CIBL;
- production de 18 bulletins électroniques d'information de l'ICÉA, de cinq (5) lettres d'information aux membres, de neuf (9) bulletins WAAM de l'ICÉA, en plus de la vingtaine de bulletins réalisés en trois langues et produits à partir du site Web de l'Assemblée mondiale;
- deuxième phase du programme d'échange avec le Centre interinstitutionnel sur le bilan des compétences (CIBC), en France;
- préparation d'un mémoire sur le projet de modification de la résolution de l'UNESCO sur l'éducation des adultes, en plus du contenu produit pour la Commission canadienne pour l'UNESCO et le site de l'Assemblée mondiale;
- participation aux instances politiques, de direction et de conseil de huit organismes;
- remise de 32 prix Bernard-Normand, assortis d'une bourse de 500 \$ de la Fondation Desjardins;
- organisation d'un rassemblement Convergences en FGA sur la formation générale des adultes qui a réuni 80 personnes, des praticiens et des chercheurs de ce secteur, en collaboration avec trois centres de recherche, le CÉRTA, le CIRDEP et le GRIÈS;
- soutien au Réseau de lutte à l'analphabétisme (RLA), de concert avec le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation au Québec (RGPAQ);
- renouvellement du conseil d'administration et élection d'un nouveau président;

- préparation d'un volet du projet de l'Association canadienne pour la reconnaissance des acquis sur les badges numériques, présenté au Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE) du ministère de l'Emploi et du Développement social du Canada;
- mise en marché de l'outil Nos compétences fortes;
- conclusion d'une entente pour se dégager de la responsabilité du bail au 55, avenue Mont-Royal, déménagement et aménagement dans de nouveaux locaux.

1. Recherche et analyse stratégique

Les activités de recherche, de veille et d'analyse stratégique de l'ICÉA visent, entre autres, à appuyer des travaux ou des points de vue que l'Institut rend rapidement publics grâce à ses outils de communication. Cet aspect du travail de l'ICÉA est étroitement lié à l'intervention publique. L'année 2014-2015 ne fait pas exception.

Cinq champs d'intervention prioritaires sur le plan de la recherche, de la veille et de l'analyse ont été identifiés l'an dernier et relayés grâce à nos outils de communication. Les voici :

1. le Programme international d'évaluation des capacités des adultes concernant les enjeux en littératie, numératie et analphabétisme au Québec;
2. la formation en milieu de travail, et notamment les résultats de la loi 90 et son efficacité dans le développement de la demande de formation en milieu de travail;
3. le développement des compétences et la reconnaissance des acquis expérientiels. Nos recherches dans ce domaine ont servi à documenter la démarche exploratoire sur les badges numériques. Nous reviendrons plus tard sur la manière dont ce chantier s'est concrétisé;
4. la formation générale des adultes. Nos travaux sur ce point ont servi à la préparation du colloque Convergences en FGA, qui a eu lieu le 27 février 2015;
5. l'analyse du débat à l'échelle internationale. Celle-ci s'est poursuivie en prévision de l'Assemblée mondiale et fut l'objet d'un des articles de la publication *Apprendre+ Agir* lancée en février. Les travaux sur les débats internationaux ont aussi porté sur la résolution de 1976 de l'UNESCO sur l'éducation des adultes, alors que son assemblée générale donnait le mandat à son Institut sur l'apprentissage tout au long de la vie de la réviser et de lui faire des recommandations en vue de l'actualiser.

Concernant l'éducation populaire, la citoyenneté, l'immigration, l'environnement et plus généralement l'exercice des droits, ces champs ont été abordés lors de l'Assemblée mondiale et sont inclus dans la déclaration finale. Les enjeux en éducation populaire ont été traités lors de la journée de réflexion organisée par le Conseil supérieur de l'Éducation et à la faveur de l'actualité entourant, notamment, le sort du réseau InterCEP.

2. Représentation et interventions publiques

Les activités de représentation et d'interventions publiques sont directement liées aux travaux de veille et de recherche. Nous présentons ici, séparément, les activités de communication et de sensibilisation et les activités de représentation auprès des instances politiques et sectorielles.

a) Activités de communication et de sensibilisation

Les activités de communication et de sensibilisation se sont accrues grâce à une utilisation plus efficace des outils numériques et au développement des plates-formes de diffusion. En effet, depuis trois ans, la collaboration avec CIBL 101,5 Radio Montréal a permis de développer l'émission mensuelle Pour un Québec apprenant qui représente un outil important de vulgarisation au bénéfice de la communauté. Par ailleurs, les interventions de l'ICÉA sur les médias sociaux ont appuyé le rayonnement et la diffusion des contenus produits par l'Institut.

Mentionnons que nous avons publié quelques 100 articles sur le site Web entre le 1^{er} juin 2014 et le 31 mai 2015, ce qui correspond à environ deux articles par semaine si on exclut la période des vacances, et ce, sans compter le travail de contenu sur le site de l'Assemblée mondiale, diffusé en trois langues, qui fut réalisé à 80 % par l'ICÉA.

De plus, nous avons produit huit émissions de Pour un Québec apprenant traitant d'actualités en éducation des adultes et en formation continue, de concert avec la station CIBL 101,5. Il est à noter que nous avons diminué le nombre d'émissions produites (huit au lieu de dix). Par ailleurs, nous avons réduit notre personnel en raison de la perte du financement public suite à la disparition de la Semaine québécoise des adultes en formation. Malgré un tel contexte, nous avons décidé de poursuivre la collaboration avec CIBL, notamment pour soutenir la mobilisation entourant l'Assemblée mondiale.

Durant l'exercice, nous avons produit 18 bulletins électroniques d'information de l'ICÉA, cinq (5) lettres d'information aux membres et neuf (9) bulletins de l'Assemblée mondiale. Si on y ajoute les 14 bulletins d'information produits à partir du site de l'Assemblée mondiale, et les cinq lettres d'information destinées aux personnes participantes, nous

arrivons à un total de plus de 50 documents électroniques transmis au cours de l'année. À la fin de l'exercice, nous produisons plus d'un bulletin par semaine d'information originale en vue de soutenir la participation à l'Assemblée mondiale.

La grande innovation en ce qui concerne les communications est la production d'une nouvelle publication en ligne, *Apprendre+Agir*, qui fut lancée le 24 février 2015, alors que la préparation de l'Assemblée s'accélérait et que nous nous apprêtions à déménager dans de nouveaux locaux. Cette publication s'appuie sur un site Web qui regroupe 22 indicateurs en éducation des adultes. En plus de recenser dans un même site Web des indicateurs disponibles auprès des centres de recherche, *Apprendre+Agir* a pour objectif de diffuser des dossiers d'actualité qui reflètent les préoccupations des réseaux et la conjoncture en éducation des adultes. Ainsi, la première publication présente deux articles de fond qui reprennent le contenu des dossiers que nous préparions depuis quelques mois.

Les deux dossiers prioritaires que nous avons réalisés et qui furent publiés dans le cadre d'*Apprendre+Agir* portent sur :

- le débat concernant les objectifs internationaux de développement et la conjoncture mondiale sur les travaux de l'ONU et de l'UNESCO;
- l'interprétation des résultats du PEICA (Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes) pour le Québec. Il s'agit d'une enquête internationale sur les capacités des adultes dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique.

Peu de mémoires ont été présentés par l'ICÉA, étant donné l'absence de consultation ministérielle dans la conjoncture de changement de gouvernement. On doit toutefois noter la réalisation d'un mémoire dans le cadre de la consultation de l'UNESCO sur la révision de la résolution de 1976 sur l'éducation des adultes, engagée à l'automne 2014.

Parmi les autres interventions de l'ICÉA auprès de différentes instances, mentionnons :

- une présentation en vue de contribuer à la révision sur la résolution de 1976 de l'UNESCO sur l'éducation des adultes à l'assemblée sectorielle de la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO);
- une présentation sur l'évolution du concept de littératie à l'Université d'été sur les résultats de PEICA, activité organisée conjointement par trois réseaux en alphabétisation;
- un atelier sur les politiques néolibérales et l'apprentissage tout au long de la vie au Forum social des peuples;

- une assemblée publique sur le débat international concernant l'agenda post-2015 avec Paul Bélanger et Alan Tuckett, président du Conseil international pour l'éducation des adultes;
- un séminaire de travail organisé conjointement avec le Centre interdisciplinaire de recherche-développement sur l'éducation permanente (CIRDEP) afin de permettre aux acteurs québécois de l'éducation des adultes de contribuer à la réflexion sur les indicateurs de l'éducation. Ces indicateurs pourraient être utilisés pour faire le suivi des orientations en éducation du prochain programme de développement pour la période de l'après-2015. Ils ont notamment fait l'objet d'une consultation par l'Institut de la statistique de l'UNESCO.
- deux webinaires sur la publication en ligne *Apprendre+Agir*, réalisés en collaboration avec le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF);
- une participation au panel principal du colloque de l'organisme Action travail des femmes qui avait pour thème la reconnaissance des acquis et des compétences et leurs impacts systémiques sur les femmes immigrantes hautement qualifiées; à partir des résultats de l'événement *24 heures pour un Québec apprenant*, tenu en mai 2013, l'ICÉA a souligné une série de constats se rapportant à la reconnaissance des acquis et des compétences en lien avec la politique gouvernementale en éducation des adultes (PGEAFC).

b) Activités de représentation

Les activités de représentation comprennent, entre autres, les consultations réalisées par les instances ministérielles québécoises ou par des organismes paragouvernementaux ou de la société civile. Il s'agit pour l'ICÉA d'y faire valoir le point de vue des réseaux en éducation et en formation des adultes.

Au cours du dernier exercice, peu d'interventions institutionnelles ont été nécessaires. Mentionnons toutefois la participation aux travaux sur l'éducation populaire de la Commission de l'éducation des adultes et la formation continue du Conseil supérieur de l'éducation (CSÉ), la consultation de l'UNESCO sur la Résolution de 1976 sur l'éducation des adultes, que ce soit sur le plan international à travers la consultation en ligne ou directement auprès de la Commission canadienne pour l'UNESCO, et enfin, la participation à la consultation de l'Institut de la statistique de l'UNESCO sur les indicateurs en éducation qui fut aussi l'objet d'une activité publique de consultation.

Signalons à cet égard que le document produit par l'ICÉA dans le cadre de la consultation sur la résolution de 1976 fut présenté à la réunion de la Commission sectorielle en éducation de la CCUNESCO. De plus, les recommandations conjointes du CIRDEP et de

l'ICÉA sur les indicateurs de l'éducation ont été traduites puis transmises à la rencontre internationale sur l'éducation, à Séoul, en mai 2015, par la CCUNESCO.

À propos de la participation de l'Institut à différents organismes, la réduction des effectifs a forcé l'ICÉA à réduire son implication. L'ICÉA a malgré tout maintenu sa participation aux conseils d'administration et aux comités des organisations suivantes :

- La Conférence régionale des élus de Montréal
- La Commission canadienne pour l'UNESCO
- La Coalition des organismes communautaires en développement de la main d'œuvre
- Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
- Le Réseau de lutte à l'analphabétisme
- Le Service aux collectivités de l'UQAM
- La Conseil régional en environnement
- Le Mouvement québécois des adultes en formation

c) Deuxième phase de l'échange Québec-France

Du 24 au 28 novembre 2014, l'ICÉA a complété la deuxième phase d'un projet de coopération franco-québécoise avec un organisme de la société civile française, le Centre Interinstitutionnel de Bilan de Compétences GARD LOZERE HERAULT. Deux salariés ainsi que le président de l'ICÉA, M. Pierre Doray, ont séjourné pendant une semaine dans le sud de la France, dans le cadre du programme France-Québec du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF).

Il s'agit principalement d'une activité de représentation et de développement des connaissances qui en était à sa deuxième et dernière année. Ce voyage a permis à l'ICÉA de rencontrer une centaine d'intervenantes et d'intervenants de plus de quinze organismes du Sud de la France.

Lors de ce voyage, l'ICÉA a eu la chance de participer à une rencontre intersectorielle qui se tenait dans les bureaux du Conseil régional Languedoc-Roussillon, à Montpellier, en présence d'une élue du Conseil régional et du responsable de la formation professionnelle pour cette région. Cette rencontre a été déterminante pour la participation d'une délégation du Languedoc-Roussillon à l'Assemblée mondiale 2015. En effet, une quinzaine de personnes provenant de cette région a participé à l'Assemblée mondiale. Nous les avons accueillies et leur avons organisé des rencontres avec des acteurs stratégiques en éducation des adultes, dont M^{me} Geneviève Leblanc, directrice en éducation des adultes et en action communautaire du MEESR.

Le séjour a été bénéfique car il nous a permis d'échanger sur nos pratiques respectives de reconnaissance des acquis et de développement des compétences, et de faire

connaître l'Assemblée mondiale et l'outil Nos compétences fortes (NCF). Nous reviendrons plus loin sur l'impact de cette activité pour le rayonnement de l'outil NCF.

3. Mobilisation et concertation des acteurs

La mobilisation et la concertation des organismes et individus œuvrant en éducation et en formation des adultes est une des fonctions importantes de l'ICÉA. La réduction des effectifs de l'organisation a constitué une limite à la capacité d'agir de l'ICÉA. Néanmoins, l'Institut a soutenu, en partenariat, deux chantiers de mobilisation. Il s'agit de Convergence en FGA et du Réseau de lutte à l'analphabétisme.

- Convergences en FGA : l'ICÉA a organisé une rencontre sur la formation générale des adultes qui a réuni des praticiens et des chercheurs de ce secteur, le 27 février 2015, en collaboration avec trois centres de recherche : le Centre d'études et de recherches sur les transitions et l'apprentissage (CÉRТА), le Centre interdisciplinaire de recherche et de développement sur l'éducation permanente (CIRDEP) et le Groupe de recherche Immigration, Équité et Scolarisation (GRIÈS). Convergences pour la FGA a réuni plus de 80 personnes en provenance des organisations de recherche et des réseaux actifs en FGA. Nous travaillons à réaliser les actes de la rencontre et une synthèse des réflexions qui se concluent sur des recommandations au ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à sa direction en éducation des adultes et action communautaire, dont la directrice, M^{me} Geneviève Leblanc, était présente.
- Réseau de lutte à l'analphabétisme (RLA) : soutien et animation, de concert avec le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation au Québec (RGPAQ), de rencontres du RLA entre septembre 2014 et mai 2015. L'ensemble des activités ont permis de définir les premiers éléments clés d'une stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme. Le RLA regroupe 22 organisations de la société civile et bénéficie d'une vitrine en ligne depuis décembre 2014 à l'adresse suivante : <http://lutteanalphabetisme.ca/>. On retrouve notamment sur cette page la liste des organisations membres, une présentation des quatre dimensions de la lutte à l'analphabétisme identifiées à ce jour ainsi que des articles d'actualité.
- Remise de 32 prix Bernard-Normand, en collaboration avec la Fondation Desjardins : pour la première fois, la remise des prix Bernard-Normand, assortis d'une bourse de 500 \$ de la Fondation Desjardins, a été effectuée indépendamment d'une campagne particulière, telle que la Semaine des adultes en formation, comme ce fut le cas en 2014. Par ailleurs, la fondation Desjardins, satisfaite du succès de 2014, a accepté de doubler le nombre de bourses. En 2015, la Fondation Desjardins a décidé d'offrir deux bourses par région. La première, appelée bourse Bernard-Normand / Fondation Desjardins « pour la réussite des adultes apprenants », vise à souligner l'engagement

et la persévérance d'une personne adulte dans sa démarche de formation. La deuxième, intitulée bourse Bernard-Normand / Fondation Desjardins « pour les adultes qui raccrochent », s'adresse à des adultes ayant repris un parcours de formation scolaire. Nous sommes fiers d'avoir réussi à réaliser ces remises de bourses dans le contexte de la préparation de l'Assemblée mondiale et du déménagement!

- Néolibéralisme et éducation des adultes : l'ICÉA, en collaboration avec le RESDAC, a tenu un atelier dans le cadre du Forum social des peuples qui s'est tenu à Ottawa en août 2014. Plus d'une trentaine de personnes ont participé à cette activité bilingue. Un des buts de l'atelier était de préparer la mobilisation pour l'Assemblée mondiale.

Par ailleurs, on doit mentionner que l'ICÉA s'est associé publiquement à d'autres organisations et aux mobilisations contre la réduction du financement public des services sociaux.

Enfin, comme carrefour en éducation des adultes, les activités institutionnelles de l'ICÉA sont aussi des activités de mobilisation et de concertation des réseaux. Les positions de l'Institut sont adoptées par un conseil d'administration composé de 23 personnes, provenant de différents réseaux de l'apprentissage tout au long de la vie.

Mentionnons que l'assemblée générale annuelle a permis un renouvellement au conseil d'administration. D'abord, l'ICÉA a un nouveau président, M. Pierre Doray, professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal. Nous avons également renouvelé près du quart de notre membership tout en accueillant de nouveaux membres. Ceux-ci sont :

- Isabelle Coulombe, de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ);
- Sébastien Guyon, comme membre individuel;
- Nicole Perreault, de l'Association québécoise des intervenants en formation générale des adultes (AQIFGA);
- Marie Thériault, de l'Université de Montréal ;
- et, plus récemment, Marie-Ève Trinque, de la Commission scolaire de Montréal.

De plus, sous la présidence de Paula Dugay, le comité consultatif sur les politiques en éducation des adultes (PÉA) s'est réuni quatre fois entre septembre 2014 et mai 2015. Il fut impliqué particulièrement au niveau de la publication *Apprendre+Agir* et a discuté des consultations annoncées en lien avec la Politique gouvernementale (PGEAFC) et des dossiers à traiter en 2015. Il a également pris part à la préparation de la participation de l'ICÉA à l'Assemblée mondiale 2015, notamment dans le cadre d'ateliers et d'activités auto-organisées.

Nous avons joint, en annexe, la liste des membres du conseil d'administration et celle du comité PÉA au 31 mai 2015.

4. Développement de projets novateurs et expérimentation par la production et la diffusion d'outils

Afin de développer une culture de formation et de développement des compétences, l'ICÉA cherche à innover, à développer de nouveaux projets et à initier des expériences novatrices susceptibles d'offrir de nouvelles perspectives sur le plan de l'accès et de l'exercice du droit d'apprendre tout au long de la vie. Dans cette perspective, deux chantiers importants ont connu des avancées significatives. Il s'agit de l'élaboration de projets pour le développement de badges numériques et de la diffusion de l'outil Nos compétences fortes.

a) L'élaboration de projets pour le développement de badges numériques

Nous avons d'abord proposé un projet de concertation sur les badges numériques dans le cadre de l'initiative JeVoisMontréal, qui a pour but de soutenir des initiatives novatrices pour le développement de la Ville de Montréal. Le projet qui fut accueilli dans le cadre de cet appel concerne la mise en place d'une table de concertation sur le développement de badges numériques dans la région montréalaise. Parmi les organismes associés à cette initiative et qui participeront à la table de concertation, on retrouve l'Association canadienne pour la reconnaissance des acquis, Qualification Montréal, Cégep à distance et percolab.

Nous avons aussi contribué à l'élaboration d'un projet expérimental d'implantation de badges numériques au Canada de concert avec l'Association canadienne pour la reconnaissance des acquis (ACRA), et notamment avec ses affiliés au Manitoba, ainsi qu'avec le Conseil pour le développement de l'alphabétisme et des compétences des adultes du Nouveau-Brunswick (CODACNB). Coordonnée par l'ACRA, la demande a été acheminée auprès du Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE) du ministère de l'Emploi et du Développement social du Gouvernement du Canada.

La contribution de l'ICÉA concerne l'expérimentation d'un projet d'implantation des badges numériques dans deux métiers de l'industrie de la construction. Pour ce faire, nous avons obtenu la collaboration d'un membre de l'ICÉA, soit la Commission de la construction du Québec. Nous sommes actuellement en attente d'une réponse du BACE.

b) Le rayonnement et la diffusion de l'outil Nos compétences fortes

La mise à jour de cet outil, initialement créé en 1995, a été lancée en décembre 2013. Depuis, nous avons cherché à promouvoir l'outil et à développer sa visibilité. Nous avons conclu une entente de diffusion avec le Réseau de développement de l'alphabétisme et des compétences essentielles (RESDAC), qui regroupe des organismes hors Québec, et leur avons procuré, l'an dernier, la formation nécessaire pour les rendre autonomes. Toutefois, c'est en France que les développements ont été les plus importants.

À la faveur du séjour effectué dans le sud de la France dans le cadre d'un échange France-Québec soutenu par le MRIF, mais aussi par la diffusion de la mise à jour de l'outil, l'ICÉA a tenu trois activités de formations de l'outil Nos compétences fortes (NCF), du 16 au 24 mars 2015, à l'intention d'intervenantes et d'intervenants des régions de Carcassonne et de Toulouse, en France. Au total, l'ICÉA a distribué une trentaine d'outils NCF dans ces régions du sud de la France et formé près d'une quarantaine de professionnels qui interviennent auprès de jeunes en recherche d'emploi et d'adultes en processus de formation.

Les deux formations données à Carcassonne permettront aux professionnels de la [Mission locale](#) d'utiliser l'outil NCF en appui à la [Garantie jeunes](#) et aux professionnels du réseau des [GRETA](#) d'étoffer leurs interventions auprès de la population adulte. La formation tenue à Toulouse s'inscrivait dans le cadre d'un accord de coopération internationale signé par des responsables de l'[Académie de Toulouse](#) et de l'ICÉA, en novembre 2014. Cet accord vise à formaliser une expérimentation de l'outil NCF au sein de l'Académie de Toulouse.

Au Québec, le développement tarde à se réaliser, malgré une promotion modeste de l'outil par le biais de présentations adaptées aux interlocuteurs rencontrés et une diffusion de l'outil auprès de groupes qui utilisaient déjà la version précédente. Nous cherchons toujours à conclure des ententes avec des coordinations d'organismes afin de rendre la formation plus accessible et plus disponible.

Au cours de l'exercice, nous avons mis en place un espace Web dédié aux usagers de l'outil NCF sur le site de l'ICÉA, entre autres pour développer une communauté de pratique. Le manuel du formateur et les outils qui y sont associés sont ainsi disponibles grâce à une interface conviviale.

Le premier objectif que nous voulions réaliser avec cette mise en ligne était de permettre aux individus et aux organismes formateurs et utilisateurs de l'outil d'utiliser l'interface Web pour leur propre activité d'animation. Par ailleurs, nous avons fait en sorte qu'ils

puissent échanger des expériences, des applications utiles, tout en demeurant en lien avec l'ICÉA pour obtenir les outils développés pour améliorer la trousse. Nous avons complété cette mise en ligne au début de 2015 et elle est maintenant pleinement fonctionnelle.

Partie 3 : Transition organisationnelle

L'impact de la fin du financement de la Semaine québécoise des adultes en formation (SQAF) fut majeur sur la capacité de l'Institut de réaliser son plan de travail. Nous avons commencé à réduire les effectifs au printemps avec le départ des employés contractuels liés à la campagne 2014 de la SQAF. Toutefois, c'est lors de la rentrée, en septembre, que les départs se sont accentués avec la perte d'employés permanents. L'équipe de travail est donc passée de treize à cinq personnes en novembre 2014.

Par ailleurs, depuis le mois de février 2015, nous avons procédé à une série d'embauches temporaires afin de préparer l'Assemblée mondiale. Cet apport d'énergie a été un facteur important du succès de l'événement. Leur engagement a été remarquable.

De plus, nous avons réussi à conclure une entente avec le propriétaire du local de 6 600 pieds carrés qui avait été loué en 2010 pour une période de dix ans. Afin de nous libérer de cette contrainte financière, celui-ci a accepté de nous louer, en contrepartie, un espace de 1 000 pieds carrés dans le même immeuble, sans exiger de compensation, ce qui réduit nos charges de manière radicale. Toutefois, nous avons dû accepter de louer cet espace jusqu'en juillet 2020, soit pour la même durée que le bail précédent.

Or, comme le nouveau local était trop étroit pour accueillir toute l'équipe d'organisation de l'Assemblée mondiale, nous avons décidé d'aménager avec le Regroupement des centres de la petite enfance de l'Île de Montréal (RCPEIM), qui cherchait des colocataires. Nous partageons donc, depuis le 1^{er} avril, un espace locatif non loin de celui que nous avions. Nous avons conclu une entente de trois (3) ans, avec une option de quitter au bout de deux ans. Ce nouveau local étant entièrement équipé, nous avons été dans l'obligation de nous départir de certains effets et de répartir des meubles, des archives et d'autres objets dans différents endroits.

Ce déménagement a accaparé énormément d'énergie et de ressources. Non seulement les frais de déménagement ont été importants, mais les frais légaux l'ont été plus encore. Toutefois, la longue marche de transition entreprise au cours de l'automne 2014 va nous permettre de réduire des deux tiers les charges locatives pour l'an prochain.

Ce redressement organisationnel ne donnera des résultats que l'an prochain, mais des choix effectués ces dernières années commencent déjà à procurer certains bénéfices. Notons à cet égard l'accroissement significatif des revenus de l'outil NCF cette année. Nous avons prévu des revenus de 5 000 \$ pour la vente des trousseaux, mais ce montant pourrait doubler cette année. Il ne s'agit pas d'un accroissement de revenus qui peut

modifier radicalement la situation financière de l'organisation, mais cette tendance indique une capacité d'accroître les revenus autonomes, tel que nous le souhaitons.

Par ailleurs, nous poursuivons notre travail en vue de déposer des projets qui nous permettront, nous l'espérons, d'obtenir des réponses positives à nos demandes de subventions pour l'an prochain. Cependant, si une telle diversification des revenus aidera certainement à développer de nouvelles perspectives, ces projets exigeront malgré tout l'embauche de personnel en fonction des efforts que nous aurons à déployer en sus de la mission de l'organisation.

Le soutien politique et financier des membres et partenaires que nous avons obtenu avec l'Assemblée mondiale a été remarquable. Même si nous ne connaissons pas encore l'ampleur de l'aide financière qui nous sera accordée pour l'année à venir, nous croyons pouvoir compter à nouveau, dans le futur, sur les appuis significatifs que nous avons consolidés au cours de l'année.

Sur le plan de l'organisation du travail, nous avons par ailleurs amorcé un virage important pour implanter de nouveaux outils informatiques et mettre à jour nos équipements. Ce tournant, amorcé le printemps dernier, ne pouvait plus être reporté étant donné les exigences d'organisation de l'Assemblée mondiale et le caractère vétuste des équipements et des logiciels.

Enfin, l'ensemble des efforts de compression n'est pas terminé et nous devons amorcer une réflexion majeure sur les perspectives de travail de l'Institut.

Partie 4. L'organisation

Comité exécutif

Président

Pierre Doray, Département de sociologie, UQAM
en remplacement de Léa Cousineau, élu le 9 octobre 2014

Vice-président

Isabelle-Line Hurtubise, Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ)

Secrétaire-trésorière

Nicole Boily, membre individuelle de l'ICÉA

Conseiller et conseillère

Claude Bégin, Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Paula Duguay, Maman va à l'école

Les autres administrateurs et administratrices du conseil d'administration

Emmanuelle Béguineau, en remplacement de Marie-Claude Séguin, Syndicat des employées et employés de l'ICÉA (SEICÉA) | Michèle Bruneau, membre individuelle | Line Camerlain, Centrale des syndicats du Québec (CSQ) | Isabelle Coulombe, en remplacement d'Esther Désilets, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) | Léa Cousineau, membre individuelle et présidente sortante en remplacement de Victor Lapalme | Philippe Gagnon, Commission de la construction du Québec (CCQ) | Anne-Céline Genevois, Projet Ose | Sébastien Guyon, membre individuel / Sylvie Laliberté, Réseau InterCEP | Robert Martin, Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF) | Christian Pelletier, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) | Nicole Perreault, Association québécoise des intervenants en formation générale des adultes (AQIFGA) / Caroline Senneville, Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) | Marie Thériault, Université de Montréal | Marie-Ève Trinque, en remplacement de Richard Charrette, Commission scolaire de Montréal (CSDM)

Le comité des politiques en éducation des adultes

Présidence

Paula Duguay, de l'organisme Maman va à l'école

Membres

Véronique Brouillette, Centrale des syndicats du Québec (CSQ) | Claude Champagne, Coalition des organismes communautaires autonomes de formation (COCAF) et Centre Saint-Pierre | Frédéric Lalande, Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre | Claude Garon, Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF) | Chantal Hains, Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) | Caroline Meunier, Regroupement de groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) | Yves Otis, Percolab | Ghislaine Jetté, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) | Leesa Hodgson, Fédération des cégeps |

Mandat

Le comité des politiques en éducation des adultes soutient le conseil d'administration et l'assemblée générale dans la réflexion, la constitution de dossiers thématiques et l'élaboration de positions officielles. Le comité réunit des membres de l'ICÉA, et sa composition reflète la diversité des membres de l'Institut et les principaux courants d'idées qui marquent l'éducation et la formation des adultes.

Le comité national de concertation de la SQAF (CNCS)

Le comité n'a pas été aboli, malgré la fin du financement de la SQAF en début d'exercice. Nous avons voulu l'associer aux Prix Bernard-Normand, avec plus ou moins de succès. Voici sa composition qui demeure inchangée depuis l'an dernier.

Présidence

Michèle Bruneau, membre individuelle

Membres

Emmanuelle Béguineau, ICÉA | Ronald Cameron, ICÉA | Michel Cloutier, Cégep de Drummondville | Isabelle Godefroy, Fondation pour l'alphabétisation | Christine Guillemette, Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO) | Sébastien Guyon, Concordia Furniture LTD | Catherine Jasmin,

Mouvement québécois des adultes en formation | Fatine Kabaj, Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté d'éducation permanente (AGEEFEP) | Germain Leblanc, porte-parole de la table régionale de coordination de la Gaspésie-îles-de-la-Madeleine | Marie-Josée Lefrançois, Commission de la construction du Québec (CCQ) | Catherine Roy, Fédération des commissions scolaires du Québec | Marie-Claude Séguin, ICÉA | Lyne Sylvain, porte-parole de la table régionale de coordination de Laval |

Mandat

Il joue un rôle primordial de vigilance et de recommandation au conseil d'administration de l'ICÉA. Comme carrefour des différents partenaires et parties prenantes de l'éducation et de la formation des adultes, il a un double mandat : constituer un lieu de concertation afin de favoriser l'harmonisation entre les différentes parties intéressées par cette campagne, en ce qui a trait au travail d'organisation et à la réalisation de la Semaine; et aussi être un relais auprès de leurs réseaux sectoriels respectifs mais aussi auprès des tables régionales.

De ce point de vue, il a une responsabilité importante quant à la mise en œuvre des orientations stratégiques annuelles, dont leur élaboration est d'abord le fruit de la collaboration entre l'ICÉA et les partenaires gouvernementaux.

L'équipe de travail de l'ICÉA

Direction générale

Ronald Cameron, directeur général

Diane Dupuis, directrice générale adjointe, jusqu'en octobre 2014

Équipe de travail permanente

Adjoint à la direction : Éric Charpentier

Adjointe administrative : Christine Isabelle, jusqu'en septembre 2014

Agents de recherche et de développement : Daniel Baril et Hervé Dignard

Coordination SQAF : Emmanuelle Béguineau, jusqu'en septembre 2014, puis Agente de développement;

Agentes de développement : Isabelle Gagnon et Marie-Claude Séguin, jusqu'en septembre 2014

Agent de liaison : Jean-Marie Ladouceur, jusqu'en septembre 2014.

Équipe de travail temporaire

Marie-Ève Adam, agente de communication et d'organisation

Thérèse Toute Diouf, agente de communication et d'organisation
Simon Fréchette, stagiaire de Communautaire
Akhlassé Hamdan, agente de communication et d'organisation
Jarifa Lujan, agente de communication et d'organisation
Luis Medina Ruiz, agent de communication et d'organisation
Mariane Sawan, agente de communication et d'organisation

Les membres de l'ICÉA

Organismes socioéconomiques œuvrant dans les milieux coopératifs, syndicaux et patronaux

Alliance des professeures et professeurs de Montréal (FAE) | Caisse d'économie solidaire Desjardins | Centrale des syndicats du Québec (CSQ) | Collectif des entreprises d'insertion du Québec | Comité sectoriel de main d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMOÉSAC) | Commission de la construction du Québec (CCQ) | Confédération des syndicats nationaux | Conseil central CSN des Laurentides | Conseil central du Montréal-métropolitain (CSN) | Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRFTQMM) | Fédération autonome de l'enseignement | Fédération des coopératives d'habitation intermunicipales du Montréal métropolitain (FECHIMM) | Fédération des enseignantes et enseignants de cégep | Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE - CSQ) | Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE - CSQ) | Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) | Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) | Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ - CSN) | Fonds de solidarité FTQ - Fondation de la formation économique | Percolab | Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) | Syndicat de Champlain | Syndicat de l'enseignement de la région de Laval (FAE) | Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal (SEOM) | Syndicat de l'enseignement des Vieilles-Forges | Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal | Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski (SCCCUQAR) | Syndicat des enseignantes et enseignants du cégep Lionel-Groulx | Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep Saint-Félicien | Syndicat des enseignantes et enseignants du Collège Shawinigan | Syndicat des enseignants et enseignantes du Cégep Montmorency | Syndicat des professeur-e-s du Cégep du Vieux Montréal | Syndicat des professeures et professeurs CEGEP Édouard-Montpetit | Syndicat des professeurs du Cégep Saint-Laurent | Syndicat

des professeurs du Collège Marie-Victorin (SPCMV) | Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) | Syndicat du personnel enseignant du cégep de Sherbrooke (CSN) | Syndicat du Personnel enseignant du Collège Ahuntsic | Union des producteurs agricoles (UPA) |

Institutions d'enseignement et organismes apparentés

Association canadienne d'éducation des adultes des universités de langue française (ACDEAULF) | Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) | Cégep Marie-Victorin | Cégep@distance | Centre collégial montréalais des acquis et des compétences | Centre Saint-Louis | Collège Ahuntsic | Collège de Maisonneuve | Collège de Rosemont | Collège Mathieu | Service fransaskois de formation aux adultes | Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles | Commission scolaire de Montréal (CSDM) | Commission scolaire des Grandes-Seigneuries - Service de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle | Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys | Commission scolaire Marie-Victorin | Fédération des cégeps | Fédération des commissions scolaires du Québec | Lester B. Pearson School Board | Université de Montréal | Université du Québec à Montréal -- Service aux collectivités |

Organisations communautaires, associatives et regroupements apparentés

Action main-d'œuvre inc. | Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté d'éducation permanente (AGEEFEP) | Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ – Région Montréal) | Association générale des étudiantes et étudiants hors campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières (A.G.E.H.C.U.Q.T.R) | Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées | Association québécoise de pédagogie collégiale (AQPC) | Association québécoise des cadres scolaires | Association québécoise des intervenants en formation générale des adultes (AQIFGA) | Association québécoise pour l'apprentissage continu | Carrefour d'éducation populaire de la Pointe Saint-Charles | Carrefour Jeunesse-Emploi comtés Iberville/St-Jean | Centre d'action bénévole de Montréal, Volunteer Bureau of Montreal (CABM) | Centre d'alphabétisation N A Rive de Montréal | Centre d'alphabétisation, d'éducation et de formation pour adultes La Route du Savoir | Centre d'apprentissage Clé | Centre DÉBAT Montréal | Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) | Centre de formation populaire | Centre d'éducation de base de l'Outaouais | Centre des lettres et des mots (CLEM) | Centre

d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire | Centre d'orientation et de formation pour femmes en recherche d'emploi (COFFRE) | Centre Saint-Pierre de Montréal | Cercles de fermières du Québec (Les) | Coalition des organismes communautaires autonomes de formation | Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO) | Coalition ontarienne de formation des adultes | Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal | Collège Frontière | Comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes handicapées | Comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes immigrantes (CAMO-PI) | Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri | Communautaire | Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail du Québec | Corporation de développement de l'Est (CDEST) | Corporation de développement économique communautaire Rosemont-Petite-Patrie (CDEC) | Dynamo - Ressource en mobilisation des collectivités | École entreprise Formétal | Écomusée du Fier Monde | Écrit Tôt de Saint-Hubert (L') | EXEKO | Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP) | Fondation pour l'alphabétisation | FormaPlus | Formation Clef Mitis-Neigette | Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre | Institut de développement communautaire Université Concordia | Inter-CEP, l'Alliance des centres d'éducation populaire | La Cité des Mots | La Clé en éducation populaire de Maskinongé | La Maison d'animation populaire de Sorel | La maison d'Haïti | La Puce ressource informatique | La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal | Le boulot vers | Le plaisir des mots | Le Pouvoir des mots - Gaspé Inc | Les Ateliers d'éducation populaire du Plateau | Literacy Volunteers of Quebec (LLC-Q/LVQ) | Maman va à l'école | Mouvement québécois des adultes en formation | Paroles de femmes | Projet ose | Quebec Association for Lifelong Learning | Québec Essential Learning Alliance / Alliance québécoise d'Apprentissage Essentiel (QELA) | Regroupement de Bouches à Oreilles | Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) | Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RÉSO) | Relais-Femmes | Renaissance Montréal | Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences | SDEM SEMO Montérégie | Service d'orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes au marché du travail (SORIF) | Service Intégration Travail Outaouais | Société de formation et d'éducation continue | Université des temps libres - Mission Santa Cruz | Wapikoni mobile | Y des femmes de Montréal |

Membres individuels

Flavie Achard | Johanne Barrette | Paul Bélanger | Rachel Bélisle | Colette Bernier | Colette Bérubé | Robert Billard | Michel Blondin | Nicole Boily | Denis Boisvenue | Sam Boskey | Sylvain Bourdon | Guy Bourgeault | Dominic Briere | Michèle Bruneau | Ronald Cameron | Daniel Campeau | Saul Carliner | Rodrigue Côté | Léa Cousineau | Hélène de Chamberet | Marielle Demers | Esther Désilets | Margot Désilets | Danye Desrochers | Pierre Doray | Carole Doré | Francine D'ortun | Madeleine Ferland | Suzanne Filteau | Caroline Fortin-Beaudry | Gaétane Fournier | Marc-André Gagnon | Marie-Andrée Garant | Jean-Marc Gareau | Marius Gauthier | Isabelle Gobeil | Diane Gousse | Réginald Grégoire | Sebastien Guyon | Arpi Hamalian | Diane Laberge | Henri Laberge | Jean-Guy Laguë | Sylvie Laliberté | Céline Lamontagne | Victor Laplame | Jean-Claude Leclerc | Michel Leduc | Catherine Marcoux | Luc Martin | Maxime Martin | Teresa McGuire | Jean-François Meilleur | Guylaine Michaud | David Moisan | Michel Nolin | Sylvie Ouellet | Rachid Oufkir | Pierre Pagé | Pierre Paquet | Claudine Payment | Valérie Pellerin | John Poliquin | Sylvie Potvin | Hélène Roberge | Marie (Mary-Ann) Roy | Céline Saint-Pierre | Claudie Solar | Claire Soucy | Geneviève Talbot | Lina Trudel | Jocelyne Valois | Charline Vautour | Paulette Vigeant | Brigitte Voyer | Charles Widmer |

Partie 5. Le rapport des vérificateurs

Aux membres de
**INSTITUT DE COOPÉRATION POUR
L'ÉDUCATION DES ADULTES (ICÉA)**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'**INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES (ICÉA)**, qui comprennent le bilan au **31 mai 2015**, les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives résultant de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'**INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES (ICÉA)** au **31 mai 2015**, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

*Pefabne Gendron Beaulieu Brisson s.e.n.c.r.l.*¹

Société de comptables professionnels agréés

Laval, le 29 septembre 2015

¹ Par Hugues Brisson, CPA auditeur, CA

INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES

Résultats condensés pour l'exercice terminé le 31 mai 2015

	2015	2014
	\$	\$
PRODUITS		
Subvention de fonctionnement	361 000	380 000
Autres subventions	267 672	753 638
Opération	202 344	207 758
	831 016	1 341 396
CHARGES		
Coûts de main-d'œuvre	518 754	671 600
Administration	245 089	230 218
Opérations	66 640	369 911
	830 483	1 271 729
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	533	69 667

Évolution de l'actif net condensé pour l'exercice terminé le 31 mai 2015

	Investis en immobili- sation	Affectés au perfec- tionnement	Non affecté	2015	2014
	\$	\$	\$	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	7 506	3 025	49 404	59 935	(9 732)
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(6 212)	(1 519)	8 264	533	69 667
Affectation d'origine interne	-	6 910	(6 910)	-	-
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	1 294	8 416	50 758	60 468	59 935

Bilan condensé au 31 mai 2015

	2015	2014
	\$	\$
ACTIF		
A COURT TERME		
Encaisse	204 142	173 165
Compte Avantage entreprise Desjardins	126 007	-
Débiteurs	52 668	48 538
Subventions à recevoir	13 714	147 250
Frais payés d'avance	29 751	26 489
	426 282	395 442
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 294	7 506
	427 576	402 948
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs	99 933	139 660
Revenus reportés – Assemblée mondiale	66 008	-
Apports reportés – Restructuration	21 648	-
Portion à court terme de la dette à long terme	49 695	42 071
	237 284	181 731
APPORTS REPORTÉS – RESTRUCTURATION	18 041	-
DETTE À LONG TERME	111 783	161 282
	367 108	343 013
ACTIF NET		
Investi en immobilisations corporelles	1 294	7 506
Affecté au perfectionnement	8 416	3 025
Non affecté	50 758	49 404
	60 468	59 935
	427 576	402 948

L'ICÉA remercie ses partenaires financiers

Partenaire public principal

- Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Contributions importantes à la campagne annuelle de financement de l'ICÉA et aux commandites de la IX^e Assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes

L'ICÉA remercie également tous ses donateurs et donatrices qui ont contribué à sa campagne de financement et qui le soutiennent régulièrement, en particulier, pour leur importante contribution :

Autres Partenaires publics

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie Canada
- Société de Transport de Montréal
- Tourisme Montréal
- Ville de Montréal

Commanditaires « platine »

- Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
- Commission canadienne pour l'UNESCO
- Commission de la construction du Québec (CCQ)
- Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
- Fondation
- Fonds de solidarité FTQ
- Organisation internationale de la francophonie (OIF)

Commanditaires « or »

- Caisse d'économie solidaire Desjardins
- Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ)
- Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC)

Commanditaires « argent »

- Association Canadienne pour l'étude de l'éducation des adultes (ACÉÉA/CASAE)
- Association québécoise des intervenants en formation générale des adultes (AQIFGA)

- Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO)
- Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ)
- Fondation Carold
- Fonds étudiant du Fonds de solidarité FTQ
- Revue L'Initiative
- Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

Commanditaires « bronze »

- American association for Adult and Continuing Education (AAACE)
- Association québécoise des cadres scolaires (AQSC)
- Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF)
- Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison
- The Coalition of Lifelong Learning Organizations (COLLO)
- Collectif d'animation urbaine l'Autre Montréal
- Collectif des entreprises d'insertion du Québec (CEIQ)
- Communautaire
- Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP)
- Fédération autonome de l'enseignement (FAE)
- Fondation McConnell
- Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre (FBDM)
- Imprime-emploi
- La Puce communautaire
- Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF)
- Santropol/Copardes
- Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ)
- Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ)

Bénévoles

Simon Bigras | Mary Adjei Boansi | Sophie Boissonneault | Nicolas Boivin | Valérie Chabot | Léa Cousineau | Simon Fréchette | Isabelle Gagnon | Sébastien Guyon | Martin Hébert | Isabelle-Line Hurtubise | Sepideh Kamalzare | Sylvie Laliberté | Isabelle Lauzon | Margo Legault | Marie-Claude Séguin | Djamila Smail | Mélanie Staniscia | Micheline Thibodeau | Joël Tousignant | Marie-Ève Trinque | Vallières Laurence.

Ce rapport annuel est réalisé par l'équipe de l'ICÉA.

ISBN : 978-2-89108-038-5

Dépôt légal :

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

4^e trimestre 2015

L'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA)

4321, avenue Papineau, Montréal (Québec) H2T 2S6

Téléphone : 514 948-2044 - Télécopieur : 514 948-2046

Site Web : icea.qc.ca

Courriel : icea@icea.qc.ca